



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023
Reçu en préfecture le 19/05/2023
Publié le
ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_058-DE

M_DL230515_058

SOLIDARITES - DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE SEINE-MARITIME - EURE - VILLE DE MONTIVILLIERS - CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT 2023 - ADOPTION - SIGNATURE - AUTORISATION.

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire – La Ville de Montivilliers participe aux dispositifs territoriaux de prévention de la délinquance, dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, répondant ainsi à l'objectif de la stratégie nationale 2020 – 2024 visant à associer les maires à cette dynamique de proximité aux citoyens.

Une des mesures de cette stratégie nationale vise au renforcement de la prise en charge des jeunes, et notamment ceux ayant déjà eu affaire à la justice et exposés au risque de récidive.

Fortement engagée dans une politique de prévention de la délinquance, la Ville de Montivilliers souhaite contractualiser un partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) de Seine-Maritime et de l'Eure.

La Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse a pour cœur de mission l'action éducative dans le cadre pénal. Il s'agit d'éduquer, de protéger et d'insérer le mineur en conflit avec la loi, dans un objectif de lutte efficace contre la récidive.

Le public concerné par ces mesures judiciaires est composé de mineurs ayant commis un délit (adolescents, jeunes avec des difficultés sociales, en échec scolaire, sans repères familiaux, sociaux et d'autorités).

La multiplicité des domaines d'intervention des services municipaux et du CCAS permet d'envisager une mobilisation soutenue au titre de la mise en œuvre de mesures pénales. Il s'agit de favoriser la prise de conscience des mineurs sur la notion de citoyenneté et de les engager dans une démarche civique et civile.

Au regard des éléments ci-dessus, il est proposé d'établir un partenariat avec la DTPJJ visant la prise en compte de mesures pénales formalisées par une convention de partenariat dont le projet est joint en annexe.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU

Le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29;

Le Code de procédure pénale ;

Le Code de l'Action Sociale et des Familles;

Le Code de justice pénale des mineurs.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSIDÉRANT

- La volonté de la municipalité d'encourager et d'accompagner les projets s'inscrivant dans une démarche de prévention de la délinquance et notamment de prévention de la récidive chez les mineurs,
- L'intérêt de l'émergence de nouveaux projets pédagogiques portant sur des valeurs citoyennes avec l'implication des services municipaux et du CCAS,
- L'intérêt que représente le partenariat visé au regard des enjeux de prévention et de lutte contre la récidive portée par l'ensemble des partenaires du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Sa commission municipale n° 7, Administration Générale réunie le 12 mai 2023, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **DE VALIDER** le principe de partenariat avec la Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2023 relative à la mise en œuvre de mesures de réparation à l'égard des mineurs et tout document connexe relatif à cette convention.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.